

Conseil d'administration & Assemblée générale

Lundi 4 février 2013 – 14h30

Hôtel de Ville de Quimper

QUIMPER CORNOUAILLE DÉVELOPPEMENT

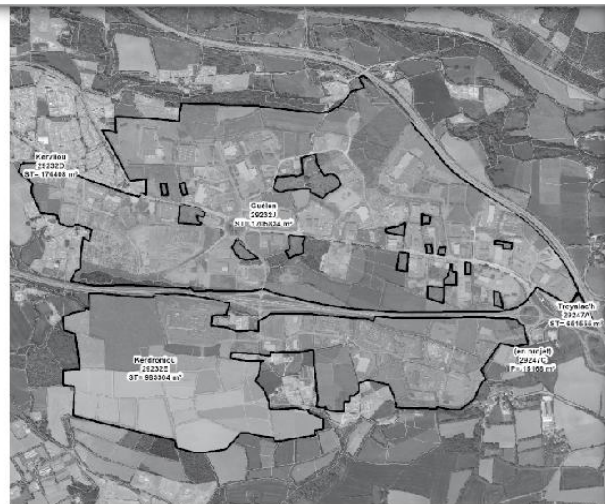
Enquête déplacements en Cornouaille

Connaitre vos déplacements pour imaginer ceux de demain



NOV. 2012 > FÉV. 2013
Enquête téléphonique réalisée par TEST SA auprès de 5000 foyers

www.quimper-cornouaille.developpement.fr



La lettre d'info de Quimper Cornouaille Développement

DOSSIER SPÉCIAL

TOURISME ET NUMÉRIQUE EN CORNOUAILLE

L'évolution des outils, images 3D, cartes numériques (Google Maps, Galérie, Réseaux sociaux, sites Internet), mobile, médias sociaux, sites d'analyse... Les touristes plébiscitent la fibre touristique. Aujourd'hui, ça se joue aussi sur Internet. Quimper Cornouaille Développement et la CCQ Quimper Cornouaille ont mené en 2012 les diagnostics numériques pour connaître les pratiques professionnelles existantes en la matière.

23 ANS DE TOURISME

www.quimper-cornouaille.developpement.fr

Quimper Cornouaille Développement

INSTANCES DU 4 FEVRIER 2013

Réunions convoquées le 4 février 2013 à 14h30

à l'Hôtel de Ville et d'Agglomération de Quimper (salle du Conseil)

<u>Ordre du jour</u>	<u>Conseil d'Administration</u>	<u>Assemblée générale</u>	<u>Pages</u>
1. Programme partenarial de travail 2013	Approbation		2-8
2. Budget 2013	Proposition	Approbation	9-18
3. Cotisations annuelles 2013	Proposition	Approbation	19-21
4. Démarche prospective : scénario de référence	Approbation		Envoi ultérieur
5. Questions diverses			
- Participation SEM Quimper Communauté	Approbation		Remis en séance
- Point d'information engagement du projet mer	information		Point oral en séance

Vu la composition des instances de Quimper Cornouaille Développement, le conseil d'administration et l'assemblée générale se tiendront en une seule et même réunion, avec différenciation des votes, comme ci-dessus, en respect des statuts.

1. PROGRAMME PARTENARIAL DE TRAVAIL POUR 2013

Comme évoqué en première esquisse lors du conseil d'administration du 7 décembre dernier, le programme partenarial de travail qui détermine les activités de Quimper Cornouaille Développement s'inscrit globalement pour 2013 dans la continuité des lignes d'action constituées au terme des 3 premières années de montée en charge de l'agence.

De manière analytique, il se décline selon les blocs suivants :

Développement économique : promotion économique cornouillaise, pilotage du projet ialys, animation du réseau des communautés et partenaires, innovation, enseignement supérieur et recherche, questions d'emploi et formation, développement touristique, implantations économiques et outils de développement de Quimper Communauté.

Urbanisme et aménagement : portage du Scot de l'Odet, coordination inter-Scot et études induites, accompagnement des politiques d'habitat des communautés, dossiers de déplacements et mobilités, accompagnement amont de projets urbains, participation aux études régionales d'analyse du territoire breton.

Projets de territoire, énergie : projet Cornouaille, contrat de pays et contractualisations financières, appui du conseil de développement, dossier du très haut débit, cadre d'action climat énergie cornouillais, conseil aux communes, information du public et actions diverses en matière d'énergie.

Fonctions ressources : observation territoriale, production cartographique et documentation dans les registres d'action de l'agence, publications et site internet, gestion et management.

Dans sa cohérence d'ensemble, il bénéficie à la fois du jeu des échelles territoriales et de la complémentarité des thèmes :

- De Quimper Communauté à la Cornouaille et à la Bretagne, les missions de l'agence s'enrichissent globalement de toutes ces échelles. Que les actions soient suivies au départ pour Quimper Communauté (développement économique, université, innovation, suivi des contractualisations financières, B16 et ses déclinaisons) ou qu'elles soient d'inspiration régionale (travaux inter-agences sur les dynamiques de territoires, réseaux des pays ou des agences d'énergie..), elles ouvrent les perspectives pour l'ensemble de la Cornouaille en permettant de croiser intégration aux réseaux d'acteurs, connaissance des enjeux territoriaux et des mécanismes de développement.
- De l'économie à l'aménagement et à l'énergie, les missions croisent et complètent les approches et activent nombre de sujets transversaux. Ainsi le projet maritime relève de l'aménagement, de l'économie et de l'énergie, les dynamiques économiques et de l'emploi touchent à l'aménagement et aux déplacements, les questions de climat et d'énergie touchent les Scots, l'habitat et l'économie, le très haut débit est un outil global de développement et d'aménagement du territoire...

Il faut enfin souligner que, par rapport aux attendus de l'Etat à l'égard d'une agence d'urbanisme (protocole de coopération entre le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et la fédération des agences d'urbanisme, intitulé « pour aller résolument vers une ville durable ») :

- Maîtriser l'urbanisation et renouveler la ville : ce programme y répond par l'ensemble de nos travaux sur le Scot de l'Odet et induits, la coordination inter-Scots qui tend à progresser ensemble dans la meilleure harmonie à l'échelle de notre grand territoire (référentiel des zones d'activités, projet maritime, questions de centralités, proximités, mobilités...), l'accompagnement des projets urbains et le suivi des pôles de déplacement dans un lien aménagement-déplacements et une optique grand territoire.
- Développer une offre d'habitat adaptée aux besoins actuels et futurs de l'ensemble de la population : nous y répondons par l'accompagnement en cours des démarches de PLH de 7 communautés, la production d'un dispositif commun d'observation de l'habitat, ou encore la contribution aux questions énergétiques en matière d'habitat.
- Introduire et développer la nature dans les espaces urbains : nous y répondons dans le cadre inter-Scot, avec une la vision d'un espace composé urbain-périurbain-rural.
- Promouvoir des politiques durables de mobilité : nous y répondons par nos travaux inter-Scots, notre enquête ménage déplacements à l'échelle de toute la Cornouaille et l'angle précité de nos analyses sur le lien aménagement-déplacements.
- Construire des outils partagés d'observation et d'évaluation : nous y répondons par notre observation de l'habitat en lien avec l'Adeupa et l'échelle départementale, des initiatives en matière d'observation économique et de l'emploi, enfin la préparation d'une observation foncière en cohérence à l'échelle régionale.

NB : ces orientations et contenus sous-tendent la convention pluriannuelle avec l'Etat, à renouveler pour une période qui se limiterait cette fois à 2 ans, 2013-2014, pour se conformer aux échéances communes aux agences d'urbanisme en Bretagne.

■ Au titre du développement économique

Promotion économique cornouaillaise :

- l'agence poursuivra la tenue de son comité de stratégie économique, espace d'échange entre élus locaux et représentants du monde économique, dont elle assure la préparation et l'animation à raison d'environ 6 séances par an.
- portage d'études et de dossiers divers dont l'étude doctorale en cours sur la Bretagne Sud (Cornouaille, pays de Lorient et Vannes), l'identification de professionnels isolés, la finalisation du guide « s'installer à Quimper-Cornouaille » financé à parité avec Quimper Communauté.

Pilotage du projet ialys :

- animation générale du programme, en mobilisation d'acteurs et impulsion de projets sur les aspects environnement général, organismes de développement et cluster d'entreprises, bénéficiant d'une nouvelle dynamique de partenariat avec la CCI qui animera le cluster en parallèle d'une action agroalimentaire renforcée au plan régional.
- conduite d'opérations promotionnelles destinées au grand public et des études d'un projet de centre grand public pour une maîtrise d'ouvrage de Quimper Communauté.

Animation du réseau des communautés et partenaires :

- préparation et animation des réunions des développeurs des communautés et organismes membres de l'agence, à raison d'environ 6 séances par an.
- Finalisation du référentiel des zones d'activités engagé en 2012 (état d'occupation des zones, disponibilités et perspectives).
- soutiens ponctuels de l'agence aux communautés membres (informations, conseils, relationnels...).

Questions d'emploi et formation :

- participation aux instances cornouaillaises emploi-formation auprès des autorités compétentes et des partenaires cornouaillais.
- production d'un tableau de bord économie-emploi à l'échelle de la Cornouaille et de ses communautés, tenue de l'observatoire spécifique Cocopaq et participation au pilotage de son action de GPEC, animation d'un observatoire économie-emploi maritime.
- mise en forme d'un état de l'offre de formation professionnelle et enseignement supérieur en Cornouaille.

Développement touristique :

- promotion touristique cornouaillaise et animation de la destination Cornouaille en relation avec la région et l'ensemble des partenaires de l'action touristique.
- poursuite et renforcement du programme d'actions de développement des E et M – tourisme auprès des opérateurs touristiques cornouaillais, en partenariat avec la CCI.

- conduite des missions de pays touristique (accueil des porteurs de projets, labellisations...), en lien avec région et département sur le territoire des communautés participantes (Cocopaq, CCA, CCPF, CCPG et QuimperCo).

Impulsion en matière de recherche, innovation et enseignement supérieur :

- au titre de Quimper Communauté et dans l'intérêt commun de la Cornouaille, stratégie de développement universitaire, impulsion des projets et suivi des relations avec l'UBO, l'IUT et tous organismes.
- également au titre de Quimper Communauté et dans le même esprit cornouaillais, impulsion et relations avec les partenaires de la recherche et de l'innovation (Technopole, Adria, pôles de compétitivité).

Action économique et développement de Quimper Communauté :

- au titre de service économique Quimper Communauté, l'agence suit tous projets d'implantations ou de développement d'entreprises sur le territoire communautaire et assure plus largement toutes relations avec les entreprises.
- de la même manière, gestion de l'immobilier d'entreprise de la communauté (pépinières et hôtels d'entreprises).
- suivi pour Quimper Communauté des contractualisations financières (CPER, fonds européens) et toutes actions de réseaux, implications susceptible de bénéficier à la Cornouaille dans son ensemble.

■ **Au titre de l'urbanisme et de l'aménagement**

Conduite du Scot de l'Odet :

- conduite du Symescoto, instruction de ses avis et délibérations, études diverses (notamment suivi-évaluation de la question du commerce) et édition d'un document Symescoto de communication sur le Scot et de fiches pratiques par thèmes.
- assistance aux communes du territoire du Scot dans leurs procédures de PLU, sous l'angle de compatibilité au Scot ou en accompagnement plus large.

Coordination Inter-Scot :

- conduite du groupe de travail Inter-Scot (élus et techniciens), préparation et animation de 4 à 6 sessions par an : questions d'harmonisation ou tous sujets et thèmes de travail d'intérêt commun.
- construction d'un référentiel maritime destiné à terme à proposer des volets mer aux Scots de Cornouaille, à partir des usages et potentialités en mer et en relation avec l'ensemble des partenaires concernés (représentants des professionnels, autorités et institutions en responsabilité, Gizc et projet Pesca du territoire...).
- études et suivi commun de questions diverses : commerce, formes d'habitat... et modalités d'observation du territoire : proposition de travail avec l'INSEE sur la localisation fine de l'emploi (carrayage 200m x 200m), préparation d'une observation du foncier et de sa consommation selon des modalités convenues régionalement (DREAL et inter-agences).

Déplacements, mobilités et projets urbains :

- finalisation et exploitation de l'enquête déplacements des ménages à l'échelle de la Cornouaille engagée en 2012, en maîtrise d'ouvrage agence assistée par le Cete Ouest et réalisée par un prestataire : validation des données pour avril, exploitation standard Cete pour juin puis exploitations plus ciblées à déterminer.
- suivi des réflexions et projets sur les grands pôles de transports-déplacements du territoire : gares ferroviaires (Pem de Quimper en particulier), pôles intermodaux, ports., selon le souhait des communautés et partenaires impliqués.
- formalisation de réflexions sur les questions associées de densités, centralités, proximités et mobilités de l'échelle du bourg à celui de la ville, de manière à illustrer et mettre en évidence les clés de succès des évolutions préconisées à travers les Scots.
- pour Quimper Communauté et en concertation inter-Scots, étude de principe d'un développement du foncier économique susceptible d'impulser une réelle dynamique d'activité et d'emploi vers l'ouest de l'agglomération.
- étude de principe de l'urbanisation du sud de Quimper pour répondre aux enjeux forts de développement de l'habitat sur la ville centre tout en considérant l'ensemble des enjeux et contraintes de ces espaces, notamment les questions routières à appréhender à échelle élargie.

Accompagnement des politiques d'habitat :

- production et animation d'une observation de l'habitat adaptée aux besoins des programmes de l'habitat des communautés membres : observation et analyse sur l'ensemble cornouaillais et déclinaison par communauté.
- élaboration, sous leur pilotage, des programmes locaux de l'habitat (PLH) de 7 communautés membres : Concarneau Cornouaille Agglomération, Pays Fouesnantais, Cocopaq, Pays de Châteaulin et du Porzay, Pays Bigouden Sud, Haut Pays Bigouden et Cap Sizun (ces trois derniers sous pilotage commun).
- selon demande, participation au suivi et à l'évaluation des PLH des 3 communautés ayant déjà un PLH en cours (QuimperCo, Pays de Douarnenez et Pays Glazik).

Participation aux travaux inter-agences à échelle régionale :

- contribution au dispositif de prospective régionale « Bretagne 2030 », notamment à travers la modélisation avec la Région et l'Insee de scénarios démographiques contrastés engagée en 2012.
- poursuite de l'analyse de l'armature urbaine bretonne par sa confrontation aux réflexions prospectives nationales réalisées par la Datar (« territoires 2040 »), avec une attention particulière aux destinées des villes moyennes.

■ Au titre des projets de territoire et de l'énergie

Projet Cornouaille et contrat de pays :

- finalisation et valorisation de la démarche prospective cornouaillaise initiée en 2012 : finalisation en janvier du projet de scénario de référence, validation en CA de février et présentation en avril à l'ensemble des contributeurs et partenaires (Rendez-Vous de Cornouaille 2013).
- préparation du futur contrat de pays avec la Région : premier semestre consacré à l'échange sur le diagnostic du territoire et l'évaluation des enjeux, second semestre consacré à la négociation du contenu du prochain contrat.
- entre-temps, gestion de la période inter-contractuelle de 2013 et des enveloppes que la Région affectera à la Cornouaille pour les dossiers ne pouvant attendre 2014.
- au cours du 1^{er} semestre 2013 également, clôture du volet territorial du CPER avec les services de l'Etat.
- les travaux concernant la future contractualisation territoriale devront faire appel à une implication renouvelée du conseil de développement, bénéficiant de l'appui de l'agence pour ses questions logistiques et le cas échéant sur ses champs d'études.

Aménagement très haut débit :

- suivi du projet Bretagne Très haut Débit pour la Cornouaille : pilotage stratégique dans le cadre de Mégalis et instances de conduite opérationnelles du déploiement.
- assistance aux communautés dans les implications du programme, suivi des conditions du déploiement pour chacun, le cas échéant veille sur les zones AMII.

Stratégie climat – énergie :

- poursuite de la démarche stratégique collective à l'échelle cornouaillaise : à l'issue de la phase diagnostique des PCET, appui le cas échéant aux PCET communautaires.
- plus largement et pour toute la Cornouaille, développement d'un référentiel partagé du territoire en matière d'économies d'énergies, de réseaux et d'énergies renouvelables, promotion de ces orientations et impulsion d'actions.

Missions d'agence locale de l'énergie :

- animation de l'espace information énergie pour le grand public dans le cadre promu par l'Ademe et la Région : conseil qualifié, neutre et gratuit sur les questions liées à l'amélioration énergétique des logements.
- accompagnement des besoins croissants des communes en conseil en énergie partagé : conseil relatif aux consommations et facturations existantes et conseil aux projets sur le patrimoine communal.
- réponse aux sollicitations de divers partenaires face globalement aux questions de précarité énergétique : conseil général, communautés et leurs programmes habitat, le cas échéant opérateurs de logement social...

■ Au titre des fonctions ressources de l'agence

Observation territoriale et cartographie :

- comme indiqué ci-avant, structuration de l'observation sur les domaines prioritaires de l'habitat (expérimenté en 2012), de l'économie et emploi (à déployer en 2013), et du foncier et de sa consommation (à l'étude), et observations diverses de manière plus ponctuelle (lettre d'info, études diverses...).
- développement du SIG et des productions cartographiques nécessaires aux différentes études et travaux de l'agence, suivi des outils informatiques et de communication.

Documentation et publications :

- enrichissement de la base documentaire, recherches et revues à vocation interne, et mise en œuvre du logiciel de gestion documentaire destiné à améliorer l'accès extranet aux ressources.
- animation et actualisation du site web de l'agence et poursuite du programme de publications : lettre trimestrielle, dossiers spéciaux et études à valoriser.

Gestion et management :

- gestion des instances générales de l'agence : préparation, dossiers et compte-rendus des assemblées générales (2 par an), conseils d'administration (5 par an) et bureaux (6 à 8 par an).
- gestion budgétaire et des ressources humaines de l'agence : budget important avec des besoins de suivi analytique de missions ou projets subventionnés, équipe conséquente de salariés à présent essentiellement sous contrats de travail agence.
- Tenue de budgets sur Quimper Communauté en qualité de service économique de la collectivité et du budget du Symescoto en qualité de structure d'appui du syndicat.
- Enfin, de manière générale, gestion de projets et animation managériale de l'agence.

En conclusion, au terme de cet inventaire détaillé des missions à accomplir par Quimper Cornouaille Développement sur l'année 2013, il en ressort :

- la consolidation de l'agence et l'inscription dans la durée de ses missions à l'issue de ses trois premières années de création, d'intégration du pays et de développement des actions,
- à travers une grande variété d'approches et de domaines de compétences qui font sens ensemble au service du développement territorial durable à l'échelle de la Cornouaille,
- témoignant d'une ambition forte d'offrir au territoire ressources d'ingénierie, vision partagée et cadre stratégique commun au bénéfice de ses acteurs et en adéquation avec les attentes de l'Etat.

Le Conseil d'administration est invité à délibérer sur la proposition de programme partenarial pour 2013.

2 . BUDGET 2013

Le budget 2013, finalisé suite à une première évocation des conditions financières de sa préparation en conseil d'administration du 7 décembre dernier, reflète le niveau de l'action dorénavant portée par l'agence au terme de ses trois premières années de développement.

Ce budget est présenté sous forme d'un tableau de synthèse assorti de documents détaillés sur les postes de dépenses courantes de gestion et d'investissement, sur les actions menées en études et prestations externes, sur les financements courants et ceux spécialement affectés à un projet.

Il se monte pour 2013 à 2.276.000€ en dépenses et en recettes, avec des dépenses en retrait de 118.000 € par rapport à celui de 2012 mais un niveau de recettes équivalent, le besoin de financement 2012 de l'enquête ménages déplacements ayant alors été couvert sur résultats antérieurs pour 120.000€.

Pour la clarté du suivi il conserve un découpage analytique en 4 colonnes faisant ressortir la base agence de développement et d'urbanisme, la base pays, les pôles énergie et tourisme.

Le budget est composé :

- A hauteur de 470.000€ (21%) de charges de gestion et d'investissement courant : matériels, locaux, véhicules, fournitures, informatique, télécommunication, déplacements, missions, taxes...
- A hauteur de 393.000€ (17%) de frais d'études et prestations : crédits d'actions de l'agence, de sous-traitance de travaux, missions, études...
- A hauteur de 1.396.000€ (61%) de frais de personnel au sens large : rémunérations, charges et taxe sur salaires de 25 salariés directs de l'agence et remboursement de mise à disposition de 4 agents.
- Enfin, 17.000€ (1%) restent en provision pour dépenses imprévues.

Globalement financé par :

- 298.000€ (13%) de contributions supra-cornouaillaises au titre des missions d'agence de développement et d'urbanisme, de la part de l'Etat et de la région.
- 378.000€ (17%) de contributions supra-cornouaillaises pour les autres missions, de la part de l'Etat, la région, le département et l'Ademe.
- 941.000€ (41%) de la part de Quimper Communauté, qui porte à titre principal le budget d'agence de développement et d'urbanisme et contribue selon barème à la population aux missions pays et tourisme.
- 483.000€ (21%) de la part des autres communautés de Cornouaille, contributions selon barème à la population (sauf pour une contribution forfaitaire) aux missions d'agence de développement et d'urbanisme, le cas échéant augmentées d'un complément spécial pour réalisation de PLH, et contributions selon barème à la population aux missions pays et le cas échéant tourisme.

- 176.000€ (8%) de la part des autres contributeurs cornouillais, au titre de l'agence de développement et d'urbanisme (dont le Symescoto), de l'énergie (communes pour le CEP) et du tourisme.

Ce projet de budget présente en particulier les caractéristiques suivantes :

- **Une reconduction des niveaux de financement courant :** maintien des taux de contributions par habitant de la part des communautés, reconduction de la contribution globale de Quimper Communauté et de celle du Symescoto, hypothèse d'une contribution de l'Etat pour agence d'urbanisme à hauteur de 130.000€ (prévision difficile mais toujours bonifiée pour montée en charge de l'agence), contributions des autres partenaires attendues en fonction de leurs barèmes propres aux diverses fonctions assurées par QCD.
- **Des contributions ponctuelles significatives :** apportées par divers partenaires sur un ensemble de d'actions portées par l'agence au titre, principalement, de ialys (83.000€), du tourisme (90.000€), du projet mer (48.000€), des communautés pour leurs PLH (124.000€), de l'énergie (30.000€ escomptés sur contrat de pays).
- **Encore un renforcement des équipes en raison de la croissance des activités :** ce budget propose et prévoit la création de 2 emplois supplémentaires, faisant monter l'effectif à 29 emplois en 2013 (pm : 22 en 2010, 24 en 2011 et 27 en 2012). Ces deux propositions de créations consistent d'une part en 1 poste supplémentaire de conseiller(ère) énergie, pour faire face à la montée en puissance du conseil en énergie partagé auprès des communes, et d'autre part en 1 poste d'assistant(e) sur le secrétariat et les dossiers contrat de pays, conseil de développement et énergie, en net essor et qui ne peuvent plus être assurés à moyens constants. Le premier de ces postes sera largement financé par le lancement de l'activité et les aides correspondantes, le second intégralement par le retour à niveau de la subvention régionale pour l'ingénierie pays, (après qu'elle ait été diminuée de moitié sur 2011 et 2012).
- **Un besoin de vigilance sur divers niveaux de financements :** il convient de rappeler, pour mémoire, le besoin d'augmentation des cotisations des communautés à compter de 2014 pour assurer la pérennité de la mission habitat à l'issue de la phase de constitution des PLH en cours, et d'autre part la croissance du besoin de financement du pôle énergie à raison de plusieurs facteurs : un financement Ademe-Région de l'espace information énergie qui reste limité à 1 poste malgré les besoins du territoire, un décalage qui s'est creusé entre les coûts de la mission CEP et le niveau de contribution demandé et enfin un manque de lisibilité sur la pérennité du co-financement de la mission climat énergie.
- **NB quant à la ventilation analytique par rubriques :** pour disposer d'une vision standard des coûts à l'échelle de l'agence, les postes et charges de personnel correspondantes sont directement affectés aux rubriques analytiques, de même que les charges et produits individualisés ; les charges de fonctionnement et investissement courant sont pour leur part ventilées au prorata du nombre de postes de chaque rubrique, enfin les charges de personnel commun (direction et secrétariat) qui figurent aux rubriques agence et pays ne sont pas reventilées.

- **Pour mémoire, l'agence dispose par ailleurs d'un bilan solide :** les fonds propres se montaient à 676.000€ au terme de l'exercice comptable 2011 et, sous réserve de la ponction de 120.000€ prévue au budget 2012 pour couvrir le coût exceptionnel de l'enquête déplacements, ils devraient encore bénéficier d'un exercice 2012 positif et en outre du reversement à venir du boni de liquidation du GIP pays de Cornouaille.
-

- ***Le conseil d'administration est invité à délibérer de la proposition, et notamment à valider les propositions de créations d'emplois nouveaux.***
- ***L'assemblée générale est invitée à l'approuver.***

Budget primitif 2013 : présentation synthétique

(nombre de postes /ventil°)

Agence	Pays	Energie	Tourisme	Total:
18	3	6	2	29

opérations réelles

DEPENSES

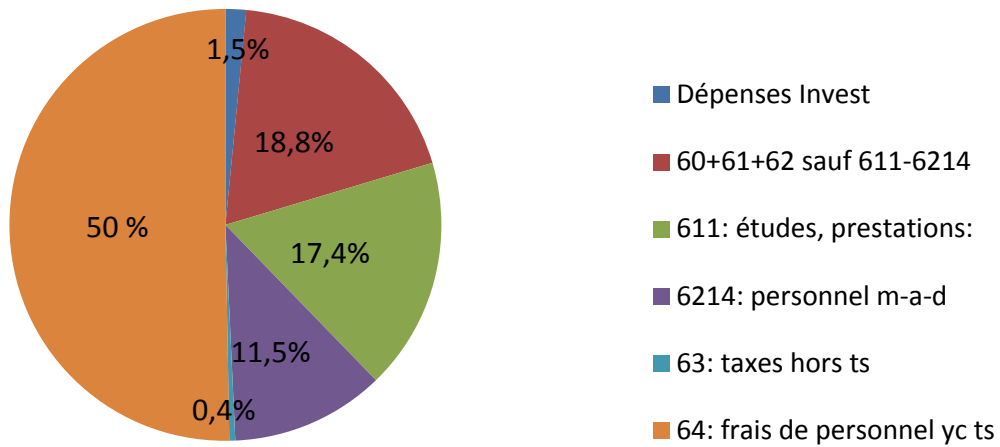
Dépenses Invest	22 000	4 000	7 000	2 000	35 000
60+61+62 sauf 611-6214	264 000	44 000	88 000	29 000	425 000
611: études, prestations:	210 000	30 000	7 000	146 000	393 000
6214: personnel m-a-d	260 000	-	-	-	260 000
63: taxes hors ts	6 000	1 000	2 000	1 000	10 000
64: frais de personnel yc ts	660 000	140 000	225 000	111 000	1 136 000
Total Dépenses Fonct:	1 400 000	215 000	322 000	287 000	2 224 000
Prov. Dép. Imprévues:	10 000	7 000			17 000
Total Dépenses:	1 432 000	226 000	329 000	289 000	2 276 000
RECETTES					
RECETTES ACTIONS	268 000		11 000	90 000	369 000
Etat	130 000				130 000
Région	25 000	97 000	75 500	33 000	230 500
Département			16 000	23 000	39 000
Quimper-Communauté	836 500	59 000		45 500	941 000
Communautés autres	120 000	166 000		72 500	358 500
Symescoto	60 000				60 000
Ademe			44 000		44 000
Contributions CEP			100 000		100 000
Autres contributeurs	4 000				4 000
Total Recettes:	1 443 500	322 000	246 500	264 000	2 276 000

Ecart Recettes - Dépenses:	11 500	96 000	- 82 500	- 25 000	-
-----------------------------------	---------------	---------------	-----------------	-----------------	----------

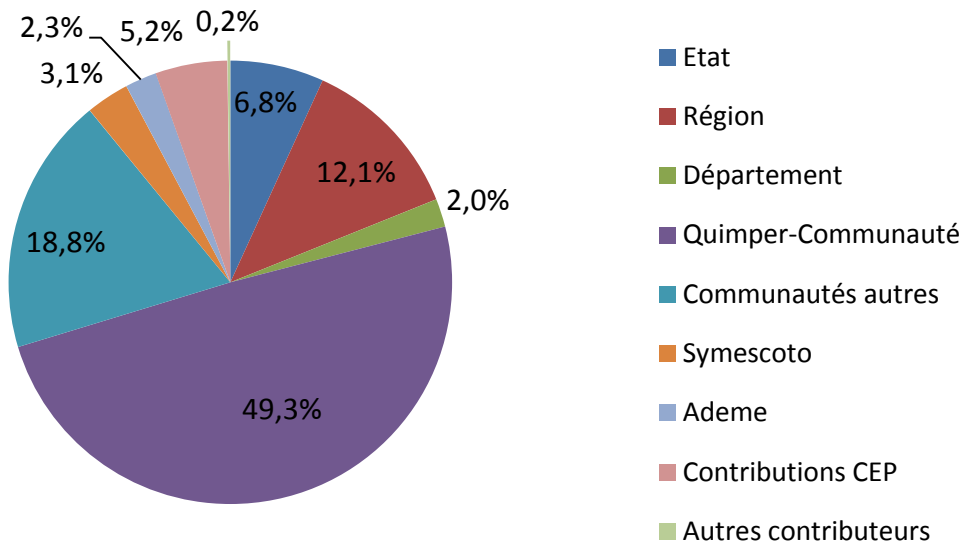
Opérations d'ordre

Reprise résultat ante:					-
Equilibre budgétaire	11 500	96 000	- 82 500	- 25 000	-
68.dotation amort.	14 648	2 441	4 883	1 628	23 600

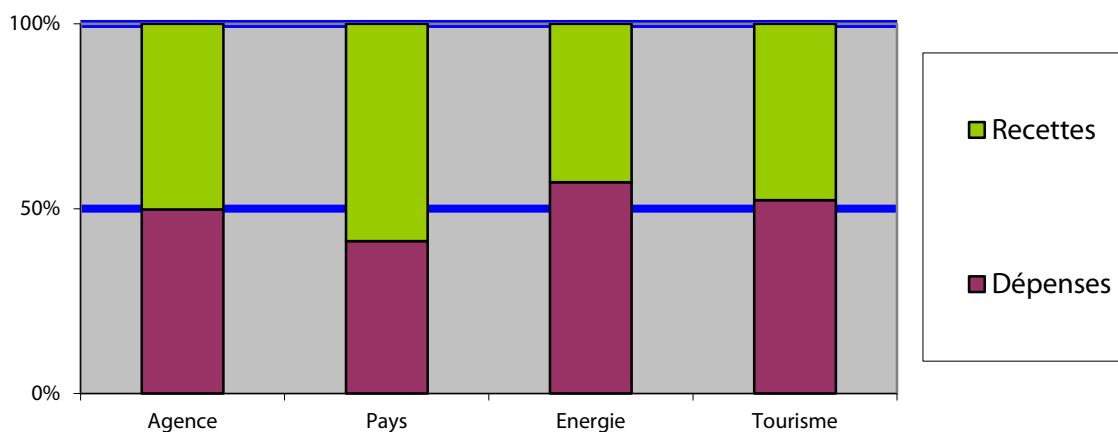
Budget QCD 2013: dépenses par nature



Budget QCD 2013 : recettes par origine



Budget QCD 2013



BUDGET 2013 Quimper Cornouaille Développement

Détail des frais généraux

contenu des comptes 60-61-62:

2013

EDF + eau:	6 000
fournitures adm & diverses:	16 000
location véhicules & carburant:	22 500
Loyers + charges locatives:	157 000
entretien locaux:	14 500
maintenance /hébergement informatique et tel	14 000
location & maintenance copieurs	14 000
entretien et réparations	1 200
assurances:	6 000
formations:	10 000
documentation et achat données	21 000
catalogues, publications, annonces, site internet	22 000
réceptions:	8 000
honoraires:	21 000
frais déplacements, colloques, missions	30 000
téléphone	13 500
affranchissements	10 000
location fibre noire	11 000
services bancaires	300
cotisations:	11 000
frais de recrutement personnel	6 000
rémunération stagiaires	10 000

contenu des comptes 60-61-62:

425 000 base 29 postes

Détail des investissements

poste de dépenses

montant €

LOGICIELS	6 200
2181 agencement	4 000
2183 matériel de bureau et informatique :	
- équipement informatique	15 500
2184 mobilier	9 000
275 dépôt de garantie carburant	300

Total investissements

35 000

BUDGET 2013 QUIMPER CORNOUAILLE DEVELOPPEMENT

Détail du compte Etudes et prestations (actions)

action	objet	Agence	Pays	Energie	Tourisme	Total:
action	s-traitance & études	45000				45 000
action	héliopoles	18 750				18 750
action	audelor	6 250				6 250
action	GIZC	30 000				30 000
action	ialys BILLIG	60 000				60 000
action	ialys partenariat CCI	30 000				30 000
action	ialys actions cluster	20 000				20 000
action	pays rdv Cornouaille/prospective		15 000			15 000
action	pays animation		15 000			15 000
action	tourisme accomp E-T				13 100	13 100
action	tourisme accompagnement prod videos				15 000	15 000
action	tourisme créa vidéos				15 000	15 000
action	tourisme éditions cornouaille animation				15 000	15 000
action	tourisme évolution sites mobiles				17 500	17 500
action	tourisme comm sites mobiles				14 200	14 200
action	tourisme destination Cornouaille				50 000	50 000
action	tourisme cotisations				6 200	6 200
action	Comm EIE			7 000		7 000
TOTAL		210 000	30 000	7 000	146 000	393 000

Détail des recettes action

		Agence	Pays	Energie	Tourisme	Total:
action	CCI e-tourisme				4 300	
action	participants e-tourisme				4 400	
action	Etat e-tourisme				14 600	
action	Etat ialys	50 000				
action	Etat m-tourisme				32 300	
action	Région GIZC	48 000				
action	Région animations ialys	12 000				
action	Région cluster ialys	21 000				
action	communautés PLH	124500				
action	RFF	12500				
action	Région sites mobile + video				10 900	
action	Région dest Cornouaille				20 000	
action	OT sites mobile				3 500	
action	autres contributeurs			11 000		
TOTAL		268 000	-	11 000	90 000	369 000

Ressources Quimper Cornouaille Développement 2013

Subventions courantes

financeurs	population INSEE 2013	QCD	PAYS	ENERGIE	TOURISME	TOTAL €
hors Cornouaille						
Etat		130 000				130 000
Région		25 000	97 000	75 500	33 000	230 500
ademe				44 000		44 000
CG29				16 000	23 000	39 000
Cornouaille :						
Quimper Communauté	90859	836 512	58 788		45 430	940 729
Autres communautés						
C.C. Châteaulin Porzay	16808	8 404	10 925			19 329
COCOPAQ	55699	27 850	36 204		27 850	91 903
Concarneau Cornouaille	50583	25 292	32 879		25 292	83 462
CC Haut Pays bigouden	17819	8 910	11 582			20 492
CC Pays Bigouden Sud	38736	19 368	25 178			44 546
CC Pays de Douarnenez	20097	10 049	13 063			23 112
CC Pays Fouesnantais	27711	13 856	18 012		13 856	45 723
CC Pays Glazik	11124	5 562	7 231		5 562	18 355
CC Cap Sizun	16580	1 000	10 777			11 777
s/total communautés	255157	120 289	165 852		72 559	358 699
contributions CEP				100 000		100 000
Symescoto		60 000				60 000
SIOCA		1 000				1 000
Chambre des Métiers		1 000				1 000
CCI Quimper Cornouaille		1 000				1 000
Chambre d'Agriculture		1 000				1 000
Total		1 175 801	321 640	235 500	173 988	1 906 929

Ressources Quimper Cornouaille Développement 2013

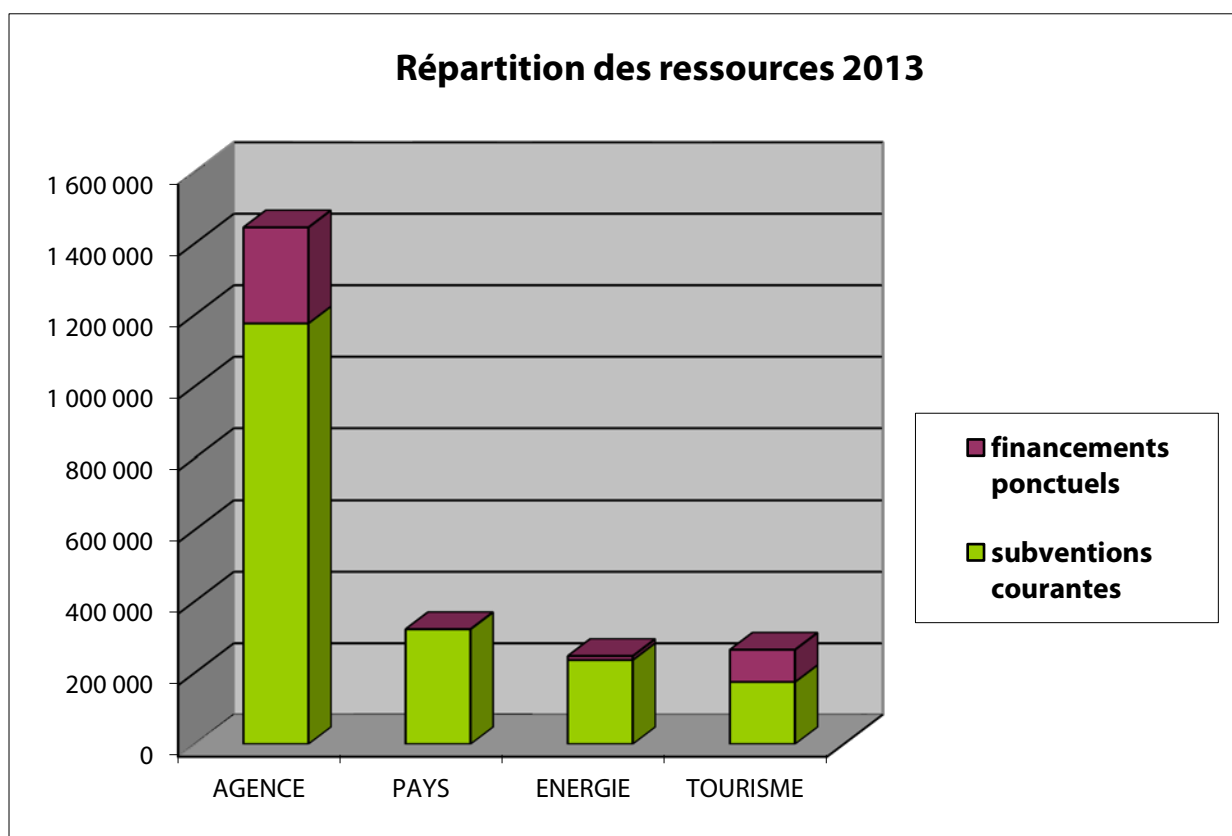
Financements ponctuels

financeurs	action	QCD	PAYS	ENERGIE	TOURISME	TOTAL €
Etat	<i>cluster ialys</i>	50 000				50 000
	<i>e tourisme</i>				14 675	14 675
	<i>m-tourisme</i>				32 286	32 286
Région	<i>gizc</i>	48 000				48 000
	<i>animations ialys</i>	12 000				12 000
	<i>cluster ialys</i>	21 000				21 000
	<i>dest cornouaille</i>				20 000	20 000
	<i>sites mobiles</i>				10 900	10 900
communautés	<i>PLH</i>	124 900				124 900
divers contributeurs		12 500		11 000	12 200	35 700
Total	0	268 400	0	11 000	90 061	369 461

Ressources Quimper Cornouaille Développement 2013

Répartition

	AGENCE	PAYS	ENERGIE	TOURISME	TOTAL €
subventions courantes	1 175 801	321 640	235 500	173 988	1 906 929
ratio	81%		96%	66%	74%
financements ponctuels	268 400	0	11 000	90 061	369 461
ratio	19%		40%	34%	25%
total	1 444 201	321 640	246 500	264 049	2 276 390



3. COTISATIONS ANNUELLES 2013

Afin d'assurer le bon équilibre du budget 2013 de Quimper Cornouaille Développement, il est proposé de reconduire à leur niveau antérieur les cotisations annuelles apportées par les membres, au titre des diverses missions exercées par l'Agence, à savoir :

- Cotisation annuelle agence des communautés de communes à voix délibérative : 0,50 € /habitant (population totale) ;
- Cotisation annuelle forfaitaire agence des autres membres adhérents ou communautés à voix consultative : 1.000 € ;
- Cotisation annuelle pays des communautés de communes ou d'agglomération : 0,65 € /habitant (population totale) ;
- Cotisation annuelle tourisme des communautés adhérentes à l'action : 0,50 € /habitant (population totale) ;

NB, par ailleurs :

1. Les membres de droit, Etat, région, département et Quimper Communauté contribuent aux charges de l'agence selon leurs règles propres, en notant le maintien de la contribution de Quimper Communauté à son niveau de 2012.
2. Les membres adhérents de l'agence peuvent être appelés à compléments de contribution en fonction du volume de travaux du programme partenarial les concernant spécifiquement (ex : hypothèse de réalisation de PLH pour une communauté)
3. La cotisation annuelle des communes adhérentes à l'action conseil énergie partagé : 1 € /habitant (population totale), le cas échéant partiellement pris en charge par les communautés ou encore le Conseil Général.

-
- **Le conseil d'administration est invité à en délibérer.**
 - **L'assemblée générale est invitée à approuver ces cotisations.**

Cotisations EPCI 2013

EPCI	Nom commune	INSEE 2012	INSEE 2013	Cotisation pays 0,65 €/hab	Cotisation QCD 0,50€/HAB	Cotisation tourisme 0,50 €/hab Pop.	TOTAL EPCI
CAP SIZUN	AUDIERNE	2 327	2 274				
CAP SIZUN	BEUZEC-CAP-SIZUN	1 109	1 098				
CAP SIZUN	CLEDEN-CAP-SIZUN	1 018	1 029				
CAP SIZUN	CONFORT-MEILARS	904	922				
CAP SIZUN	ESQUIBIEN	1 657	1 643				
CAP SIZUN	GOULIEN	438	441				
CAP SIZUN	MAHALON	903	906				
CAP SIZUN	PLOGOFF	1 425	1 383				
CAP SIZUN	PLOUHINEC	4 354	4 308				
CAP SIZUN	PONT-CROIX	1 891	1 809				
CAP SIZUN	PRIMELIN	760	767				
TOTAL CAP SIZUN		16 786	16 580	10 777,00	1 000,00	0,00	11 777,00
CHATEAULIN PORZAY	CAST	1 623	1 644				
CHATEAULIN PORZAY	CHATEAULIN	5 725	5 748				
CHATEAULIN PORZAY	DINEAULT	1 816	1 832				
CHATEAULIN PORZAY	PLOEVEN	514	518				
CHATEAULIN PORZAY	PLOMODIERN	2 251	2 284				
CHATEAULIN PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	1 719	1 764				
CHATEAULIN PORZAY	PORT-LAUNAY	505	499				
CHATEAULIN PORZAY	QUEMENEVEN	1 173	1 173				
CHATEAULIN PORZAY	SAINT-COULITZ	437	440				
CHATEAULIN PORZAY	SAINT-NIC	765	762				
CHATEAULIN PORZAY	TREGARVAN	144	144				
TOTAL CHATEAULIN PORZAY		16 672	16 808	10 925,20	8 404,00	0,00	19 329,20
COCOPAQ	ARZANO	1427	1426				
COCOPAQ	BANNALEC	5469	5615				
COCOPAQ	BAYE	1167	1186				
COCOPAQ	CLOHARS-CARNOET	4155	4186				
COCOPAQ	GUILLIGOMARC'H	710	727				
COCOPAQ	LOCUNOLE	1107	1128				
COCOPAQ	MELLAC	2704	2709				
COCOPAQ	MOELAN-SUR-MER	7121	7133				
COCOPAQ	QUERRIEN	1720	1730				
COCOPAQ	QUIMPERLE	12057	12443				
COCOPAQ	REDENE	2907	2958				
COCOPAQ	RIEC-SUR-BELON	4254	4237				
COCOPAQ	SAINT-THURIEN	945	984				
COCOPAQ	SCAER	5366	5413				
COCOPAQ	TREMEVEN	2271	2284				
COCOPAQ	TREVOUX	1521	1540				
TOTAL COCOPAQ		54 901	55 699	36 204,35	27 849,50	27 849,50	91 903,35
CONCARNEAU	CONCARNEAU	20031	19688				
CONCARNEAU	ELLIANT	3419	3486				
CONCARNEAU	MELGVEN	3340	3382				
CONCARNEAU	NEVEZ	2775	2798				
CONCARNEAU	PONT-AVEN	2966	2920				
CONCARNEAU	ROSPORDEN	7252	7356				
CONCARNEAU	SAINT-YVI	2833	2877				
CONCARNEAU	TOURCH	978	1003				
CONCARNEAU	TREGUNC	7020	7073				
TOTAL CONCARNEAU		50 614	50 583	32 878,95	25 291,50	25 291,50	83 461,95

Cotisations EPCI 2013

EPCI	Nom commune	INSEE 2012	INSEE 2013	Cotisation pays 0,65 €/hab	Cotisation QCD 0,50€/HAB	Cotisation tourisme 0,50 €/hab Pop.	TOTAL EPCI
HAUT PAYS BIGOUDEN	GOURLIZON	888	904				
HAUT PAYS BIGOUDEN	GUILER-SUR-GOYEN	500	514				
HAUT PAYS BIGOUDEN	LANDUDEC	1341	1357				
HAUT PAYS BIGOUDEN	PEUMERIT	804	804				
HAUT PAYS BIGOUDEN	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	1889	1900				
HAUT PAYS BIGOUDEN	PLONEOUR-LANVERN	5866	5971				
HAUT PAYS BIGOUDEN	PLOVAN	706	695				
HAUT PAYS BIGOUDEN	PLOZEVET	3084	3094				
HAUT PAYS BIGOUDEN	POULDREUZIC	1957	2031				
HAUT PAYS BIGOUDEN	TREOGAT	543	549				
TOTAL HPB		17 578	17 819	11 582,35	8 909,50	0,00	20 491,85
PAYS BIGOUDEN SUD	COMBRIT	3611	3639				
PAYS BIGOUDEN SUD	GUILVINEC	3030	2976				
PAYS BIGOUDEN SUD	ILE-TUDY	729	750				
PAYS BIGOUDEN SUD	LOCTUDY	4313	4262				
PAYS BIGOUDEN SUD	PENMARCH	5919	5965				
PAYS BIGOUDEN SUD	PLOBANNALEC-LESCONIL	3427	3435				
PAYS BIGOUDEN SUD	PONT-L'ABBE	8512	8775				
PAYS BIGOUDEN SUD	PLOMEUR	3741	3799				
PAYS BIGOUDEN SUD	SAINT-JEAN-TROLIMON	1028	1028				
PAYS BIGOUDEN SUD	TREFFIAGAT	2446	2479				
PAYS BIGOUDEN SUD	TREGUENNEC	356	356				
PAYS BIGOUDEN SUD	TREMEOC	1244	1272				
TOTAL PBS		38 356	38 736	25 178,40	19 368,00	0,00	44 546,40
PAYS DE DOUARNENEZ	DOUARNENEZ	15452	15540				
PAYS DE DOUARNENEZ	JUCH	762	756				
PAYS DE DOUARNENEZ	KERLAZ	860	864				
PAYS DE DOUARNENEZ	POULDERGAT	1281	1290				
PAYS DE DOUARNENEZ	POULLAN-SUR-MER	1643	1647				
TOTAL DOUARNENEZ		19 998	20 097	13 063,05	10 048,50	0,00	23 111,55
PAYS FOUESNANTAIS	BENODET	3355	3417				
PAYS FOUESNANTAIS	CLOHARS-FOUESNANT	2206	2296				
PAYS FOUESNANTAIS	FORET-FOUESNANT	3404	3432				
PAYS FOUESNANTAIS	FOUESNANT	9798	9598				
PAYS FOUESNANTAIS	GOUESNACH	2619	2641				
PAYS FOUESNANTAIS	PLEUVEN	2734	2743				
PAYS FOUESNANTAIS	SAINT-EVARZEC	3536	3584				
TOTAL PAYS FOUESNANTAIS		27 652	27 711	18 012,15	13 855,50	13 855,50	45 723,15
PAYS GLAZIK	BRIEC	5438	5501				
PAYS GLAZIK	EDERN	2155	2171				
PAYS GLAZIK	LANDREVARZEC	1664	1707				
PAYS GLAZIK	LANDUDAL	817	841				
PAYS GLAZIK	LANGOLEN	871	904				
TOTAL PAYS GLAZIK		10 945	11 124	7 230,60	5 562,00	5 562,00	18 354,60
QUIMPER	ERGUE-GABERIC	8106	8117				
QUIMPER	GUENGAT	1680	1682				
QUIMPER	PLOGONNEC	3100	3112				
QUIMPER	PLOMELIN	4282	4304				
QUIMPER	PLONEIS	1975	2048				
QUIMPER	PLUGUFFAN	3552	3633				
QUIMPER	QUIMPER	66911	67131				
	LOCRONAN	837	832				
TOTAL QUIMPER CO		90 443	90 859	59 058,35	836 512,15	45 429,50	941 000,00
	ILE-DE-SEIN	211	205			0	
TOTAL GENERAL		343 945	346 221	224 910	956 801	117 988	1 299 699